À propos de la nationalité : questions sur l'identité nationale

Iman Farag et Alain Roussillon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/295>

DOI : 10.4000/ema.295

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 1992

Pagination : 7-10

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Iman Farag et Alain Roussillon, « À propos de la nationalité : questions sur l'identité nationale », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 11 | 1992, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/ema/295> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.295>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

À propos de la nationalité : questions sur l'identité nationale

Iman Farag et Alain Roussillon

- 1 Si l'on s'accorde à définir la « réforme sociale » (*al-islâh al-ijtimâ'i*) comme le projet à la fois collectif et global qui s'impose, vers la fin des années 1930, comme une sorte de *lieu commun* du débat sociétal où s'élaborent les représentations, se dessinent les pratiques et se forment, les instruments par lesquels s'opère la production-réfection de la société égyptienne comme société en prise sur la « contemporanéité » — pour ne pas parier ici de modernité —, à même de prendre en main par elle-même son propre destin ; si l'on admet, par ailleurs, l'hypothèse — qui constitue l'une des propositions axiologiques du programme de recherche engagé au CEDEJ sur le thème de la réforme — selon laquelle le débat sur la société juste, vertueuse, réformée, tend, dans le contexte colonial, à se structurer, pour tous ses protagonistes, comme débat sur *l'identité* de la société égyptienne, on conçoit que la question de la *nationalité* puisse apparaître comme l'un des enjeux centraux de la problématique de la réforme.
- 2 A un premier niveau, la question de la nationalité opère un partage entre un *avant* et un *après*, en désignant le parcours et les ruptures qui conduisent de l'un à l'autre : sortie du régime des *millât* présidant aux relations 'entre le centre ottoman et les collectivités ethniques, religieuses ou territoriales qui, au moins jusqu'à 1924 et l'abolition du califat, composaient un système-monde structuré par la suprématie de l'élément musulman et de son 'avant-garde' turque (en tant qu'élite politique et militaire dominante dans les différentes unités de l'empire) et le statut de « protégés » conféré aux « minorités » religieuses — le point crucial étant que ce sont partout aux majorités musulmanes que seront posés des problèmes d'« identité » (au sens d'affirmation de soi et de ses intérêts) comme en atteste la Révolte arabe ou la volonté de puissance égyptienne affirmée par Muhammad 'Ali ; production de la *nation* comme seul support et référent acceptable des constructions étatiques, c'est-à-dire, d'une part, conquête d'une autonomie inédite — fondée en droit — par rapport au *statu quo ante* de l'appartenance impériale-communautaire (l'*Umma* musulmane-ottomane) et, de l'autre, reconquête de la libre conduite de son destin — *l'indépendance* — contre le fait

accompli colonial. L'étude de F. Abécassis et A. Le Gall-Kazazian montre comment la mise en place progressive d'un code et de pratiques de la nationalité opère peu à peu le partage entre une identité qui se construit à la fois par *option* (les sujets ottomans ou indigènes) et par *retranchement* (les étrangers ou les indigènes ayant opté pour une nationalité étrangère), en même temps qu'elle cristallise des communautés, demeurées en quelque sorte « informelles » tout au long de l'empire ottoman, et qui apparaissent dorénavant comme des « sujets de droit », intermédiaires entre l'appartenance nationale et les personnes elles-mêmes. C'est le processus même de ce partage que J.-L. Arnaud saisit à travers les « titulatures » et dans les répartitions de l'espace urbain ; être un *khawaga* désigne à la fois un rapport à l'identité nationale en train de se construire à travers le débat sur la nationalité, et l'accès aux ressources — en l'occurrence au patrimoine foncier — que ce rapport à la nationalité permet de gérer. Quant à la communauté karaïte, étudiée par J.-F. Fau et F. Abécassis, elle illustre le cas d'un groupe dont la double marginalisation — par rapport au processus de construction de la nationalité elle-même et par rapport à la « communautarisation » qui en constitue le revers ou la contrepartie (c'est-à-dire ici par rapport à la communauté juive d'Égypte) — conduit à une pure et simple extinction.

- 3 A un deuxième niveau, la question de la réforme sociale prend, sur le terrain de la nationalité, la forme du débat sur l'*égyptianisation* : tout à la fois la « nationalisation » des sujets ou des acteurs de la réforme — la performance de certaines tâches ou « missions » par des acteurs nationaux ayant ici valeur d'incidence de la capacité de l'Égypte à prendre en main son propre destin — et l'identification de ses ayant-droit. La mise en place d'un monopole d'exercice d'une profession libérale étudiée par S. Chiffolleau à propos de la médecine, mais aussi la limitation d'accès aux postes de la fonction publique ou encore la réglementation du droit des associations constituent autant de « chantiers » où la mise en oeuvre de la réforme s'opère à des rythmes différents et sur lesquels nous nous proposons de revenir dans le cadre du programme « Réforme sociale en Égypte ».
- 4 Enfin, la mise en perspective de la logique de la réforme et de la question de la nationalité désigne le problème éminemment conflictuel des référents possibles d'auto-identification individuelle ou collective sur lesquels peut se construire une identité nationale. « Arabité », « islamité » (« copticité »), « égyptianité » constituent tout à la fois les « éléments constitutifs » de l'identité égyptienne et les référents symboliques sur la base desquels peuvent être articulées des « visions du monde » ou des « idéologies » qui enracinent dans une représentation du passé et de ses fastes — il leur faut aussi dire pourquoi ce passé est révolu — la notion de ce que doit être la société réformée pour être à la hauteur des exigences de la fidélité identitaire. C'est cet aspect de la question qu'aborde le texte d'A. Roussillon en montrant comment l'écriture de l'histoire a à voir avec la délimitation du champ des possibles sur lesquels ouvre la logique même de réforme de la société. On trouvera enfin dans le dossier de presse préparé par P. Coatalen à propos de l'épineuse question de la nationalité des enfants d'Égyptiennes mariées à des étrangers (voir dans la partie « traduire ») une illustration « concrète » de la façon dont ces exigences proclamées de défense de l'identité peuvent opérer le partage entre appartenance et exclusion.

AUTEURS

IMAN FARAG

Cedej

ALAIN ROUSSILLON

Cedej